

Communiqué de Presse

Varsovie le 5 décembre 2011

Pologne : Opposants au gaz de schiste bloquent la conférence internationale « Shale Gas World Europe 2011 »

"Nous allons faire tout pour assurer que les manifestations populaires n'arrivent pas à arrêter l'exploitation du gaz de schiste en Pologne."

Bernard Błaszczyk, Vice-ministre de l'environnement.

Une réunion internationale des grandes sociétés du secteur énergétique a commencé lundi, le 28 novembre à Varsovie. Les PDG et délégués de Halliburton, Talisman Energy et Dow Chemical entre autres, sont descendus

sur la capitale de Pologne afin de se mêler aux membres de la Commission Européenne et du gouvernement polonais à huis clos dans le confort de l'hôtel InterContinental (le ticket d'entrée au moindre coût était à 10000 zloty.

La majorité de polonais gagne dans l'environs de 1 000 zloty par mois). Les participants de la conférence visaient de dévoiler les revenus estimés de leurs investissements dans le gaz de schiste, que grace à la politique des autorités polonaises, vont transformer la Pologne en un Delta du Niger.

Juste avant le discours d'ouverture prévu pour 9 h du matin, le mardi 29 novembre, un flash mob s'est rassemblé dans le hall. Pendant qu'un groupe

de batteurs jouait à la distraction des vigiles de l'hôtel, un passant a fait tombé une valise des balles de golf qui se sont répandues dans le foyer. Dans l'entre-temps, une large banderole était suspendu de la rampe

en haut, révélant l'image d'un doigt d'honneur ressemblant à un derrick de

forage complet avec une flamme. Sur la banderole était écrit, «Frack You!»

suivi d'une liste des villes et régions mondiales où la fracturation hydraulique

est contestée ou interdite. Au milieu de ce chaos, un autre groupe est entré

dans la salle principale de la conférence au deuxième étage.

Se donnant les bras et s'asseyant sur l'estrade, ils ont bloqué le discours d'ouverture,

forçant les participants de quitter la salle et d'attendre à l'extérieur.

En ce temps, le groupe a organisé une conférence alternative en solidarité

avec les habitants des régions de Pologne où la fracturation est déjà en cours

malgré leurs protestations.

De la Poméranie à l'Ardèche, du Québec à Sulęczyno, de Zdunowice à la Pennsylvanie, les habitants ont fait l'expérience des conséquences de la fracturation hydraulique et veulent la même chose: la fin de leur dépossession et de l'effritement de l'environnement. Quand leur plaintes et protestations restent ignorées par les grands médias et des autorités protectrices (Comme si l'eau de puits à Rogowo a été contaminée par «la crainte passiste ou le savoir dépourvu» des locaux), les habitants n'ont pas d'autres choix que prendre les choses en main. A Opole Stare, Kraśnik et Kostry, des locaux en détresse ont commencé de saboter les forages, une fois enlevant plus de 300 m de câble sismique sans valeur monétaire, et une autre, tout l'appareil d'une foreuse à la fracturation hydraulique.

Les habitants de Stężyca et Sulęczyno ont déclaré la semaine dernière qu'ils vont bloquer les routes aux forages du gaz de schiste. Prenant exemple sur ces initiatives, nous avons décidé de perturber la réunion antidémocratique de mardi.

Ayant bloqué la conférence pendant deux heures, nous avons été finalement retiré avec force de la salle par la police, et transporté à la préfecture. Nous sommes tous inculpé de violation de domicile et se trouvent face à une peine d'un an d'emprisonnement. Cette inculpation est assez curieuse. Tandis que nous sommes accusés de violation de domicile, c'est les sociétés qui s'introduise dans le champs des agriculteurs, qui fracturent la terre sous leurs maisons, qui induisent les tremblements de terre et qui souillent l'eau potable. La forme la plus radicale de violation de domicile, dont font l'expérience les communautés locales en Pologne, c'est l'expropriation du terrain au nom de profit. Cette pratique a été légalement autorisée par la nouvelle loi sur l'exploitation minière, selon laquelle les communautés locales aussi bien que les gouvernements régionaux sont exclus du processus décisionnel concernant l'exploration du gaz et de l'huile. Cette même loi rendre les ressources un «bien publique» sous la juridiction exclusive des autorités,

qui ont vendu les concessions sans consulter les habitants locaux.

Avec une trousse à outils juridiques bien réduite, menacés par les sociétés et abandonnés par l'état, les habitants de Pologne, comme leur homologues en d'autres pays, sont forcés de prendre l'initiative. Malgré des accusations absurdes «d'agir contre l'intérêt national,» les interventions directes semblent être le seul moyen efficace de prévenir les tragedies locales. C'est les manifestations populaires de base qui font peur aux autorités tels que le Vice-ministre Błaszczyk et les sociétés multinationales.

Onze personnes de notre groupe de douze arrêtées ont été libérées après 8 heures de détention. Une a été inculpé d'agression contre un officier de police, et se trouve face à une peine de trois ans d'enprisonnement.

Un fonds de solidarité pour les coûts des poursuites judiciaires a été initié.

Toutes contributions soient les bienvenues, et bien encouragées, car l'initiative était entièrement de base.